

Restructurations

Les abattoirs en crise, entre concurrence européenne et embargo russe

06/01/2015 | Afp

Paris, 6 jan 2015 (AFP) - Entre fermetures et restructurations en série, les abattoirs français sont dans une mauvaise passe, surtout ceux de porcs, plombés par la concurrence européenne et l'embargo russe.

Empêtrés dans des problèmes de trésorerie, les **abattoirs normands AIM** ont été placés mardi en redressement judiciaire dans l'espoir de trouver un repreneur. L'épisode fait suite aux déboires du breton **GAD**, amputé des deux-tiers de ses effectifs entre 2013 et 2014 et de l'**abattoir de volailles Tilly-Sabco**, qui a finalement été repris. Toutes viandes confondues, la filière compte 350 abattoirs et emploie 50.000 personnes. Après des restructurations, les abattoirs de volailles (une quarantaine seulement) devraient pouvoir « prendre un nouveau souffle », estime Paul Rouche, directeur délégué du **Syndicat national de l'industrie des viandes** (Sniv).

Pour les bovins, la concentration des abattoirs dans les mains de quelques grands groupes est un atout, même si les [prix](#) sont en baisse, à cause de l'**embargo russe** qui a provoqué un afflux de viande sur le marché européen. Les plus grosses difficultés concernent les porcs, dont les abattoirs, difficiles à automatiser, sont handicapés par leur grand besoin de main-d'œuvre. Or, « depuis plusieurs années, on est en concurrence avec des entreprises allemandes et espagnoles qui ont recours à de la main-d'œuvre bon marché », regrette M. Rouche, avec des sous-traitants payés du simple au double entre l'Allemagne et la France. Du coup, « l'Allemagne et (surtout) l'Espagne qui sont nos plus gros fournisseurs ont pris des parts de marché et mis en difficulté nos abattoirs », souligne-t-il. **La France importe 25 à 30 % de sa consommation de porc, soit 600.000 tonnes par an.**

LE PORC MOINS CHER QUE LES CROQUETTES POUR CHIENS

Paul Auffray, président de la Fédération nationale porcine, dénonce aussi les contraintes françaises « sur le social, l'environnement et la fiscalité (...) Aujourd'hui AIM n'est que le reflet d'un malaise profond depuis plusieurs années qu'on n'a pas voulu voir ». Les investissements dans le domaine sanitaire ont obligé les abattoirs prestataires de service à augmenter leurs tarifs. « Certains clients ne peuvent plus assumer ces hausses de prix. Ils achètent seulement des morceaux et plus des pièces entières » de viande, explique André Eloi, directeur de la Fédération nationale des établissements d'abattage public.

Facteur aggravant : l'embargo imposé par la [Russie](#) en janvier 2014 sur le porc européen, après des cas de peste porcine sur des sangliers en Lituanie. Alors que la Russie absorbait un quart des [exportations](#) européennes de produits porcins, « on n'a pas pu retrouver ni en volume ni en prix les marchés que nous avons », affirme M. Rouche. Sur un an, les pertes s'élèvent à 150 à 200 millions d'euros. En cause également, les effets dévastateurs de la guerre des prix dans la grande distribution. « On n'a jamais vu ce qui se passe aujourd'hui, avec de la viande de porc à moins de 2 euros/kilo en supermarché », alors que la nourriture pour chiens « dépasse les 4 euros le kilo », dénonce Paul Rouche. « Ce qui se passe dans l'abattage n'est que le reflet de ce qui se passe chez les éleveurs », rappelle M. Auffray de la Fédération porcine. « Depuis cinq ans, on a 300 élevages qui disparaissent par an, dans le silence total ». Avec des carcasses payées 1,27 euro le kilo, « il nous manque 27 centimes par kilo pour y arriver ».

De nouvelles exigences en matière de remise aux normes des bâtiments d'élevage porcine ces dernières années ont aussi « poussé un certain nombre de producteurs à baisser les bras », avec comme conséquence des baisses de volumes pour les abattoirs, ajoute André Eloi. La filière n'est pas au bout de ses peines. « Le mouvement de restructuration est lancé et il va aller jusqu'au bout. Les difficultés ne sont pas terminées », estime Paul Rouche.